

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 11/ OLUCOME/08/07 PORTANT
DENONCIATION DE LA GENERALISATION DE L'IMPUNITE DES
CRIMES ECONOMIQUES.**

L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques « OLUCOME » s'inquiète de la montée exponentielle des actes mafieux de corruption et des malversations diverses dans notre pays dans le silence absolu si pas complice des institutions de répression et de prévention en l'occurrence le Parlement, la justice et le Gouvernement.

Dès 2003, le Ministère de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation a produit un rapport d'évaluation du suivi des rapports produits par l'Inspection Générale des Finances qui estimait à cette époque le montant de la mauvaise gestion à plus de **45 milliards**.

Dans leurs différents rapports, l'OLUCOME, la Cour des Comptes, l'Inspection Générale des Finances devenue actuellement Inspection Générale de l'Etat, ont mis à nu les montants colossaux que le Burundi a perdus suite à la corruption, aux malversations économiques et financières de toutes natures commises par certains mandataires et cadres de l'Etat au profit soit d'eux-mêmes ou avec des opérateurs économiques.

Déjà, à partir de 2004, l'OLUCOME a mis en évidence, à travers ses rapports, respectivement **89 milliards en 2004, 139 milliards en 2005, 159 milliards en 2006 et 186 Milliards jusqu'à la fin du premier semestre 2007**. Le montant de départ, soit 45 milliards, a été, au fil des années, cumulé pour atteindre 186 milliards, soit **320 %** d'augmentation en quatre ans.

L'OLUCOME a déjà relevé nombre de dossiers où l'Etat peut récupérer plus de 186 milliards Frs Bu, il s'agit notamment des dossiers d'importance comme : le dossier RUZIZI (**prés de 1.5 milliards**), les six avions épaves (**4 milliards**), la vente de l'avion présidentiel FALCON 50 (**4 milliards**), le dossier LUBELSKY (**1 milliard**), le dossier de deux groupes

électrogènes à la REGIDESO (2 milliards), le dossier INTERPETROL (23 milliards), le dossier café-carburant (6 milliards), dossier Fonds de Promotion des Exportations (près de 1 milliard), l'approvisionnement en carburant de tous les gouverneurs du Burundi chez l'unique Station la GLORIA depuis 2002, les 72 véhicules commandés par le Ministère de la Santé Publique sur les fonds PPTE, les scandales de corruption révélés par les honorables Hussein RADJABU et BASABOSE Mathias, etc ; mais l'Observatoire constate un silence douteux de la part des institutions précitées.

C'est pour cette raison que l'Observatoire demeure scandalisé de remarquer avec beaucoup d'amertume que le Parlement et le Gouvernement démocratiquement élus, n'aient jamais initié une seule démarche dans le sens de la répression soit par la mise sur pied d'une commission parlementaire d'enquête ou une action judiciaire contre les responsables de ces crimes odieux qui appauvrissent davantage la population.

La justice, quant à elle, n'a pas non plus rempli sa mission constitutionnelle et a, pour on ne sait quelle raison, gardé le silence autour et des dossiers dont elle avait déjà été saisie et d'autres dont elle a eu connaissance à travers les dénonciations de l'OLUCOME et d'autres organisations de la société civile sans oublier les rapports significatifs de l'Inspection Générale de l'Etat et de la Cour des Comptes. Elle n'a donc pas joué son rôle cardinal de protection de la chose publique et de la répression des crimes économiques.

Face à cette situation extrêmement dangereuse pour notre pays, le Burundi, qui enfonce encore plus la population dans la misère, l'OLUCOME recommande fermement :

A. Au Président de la République, garant de la bonne marche des institutions publiques de :

1° prendre conscience du danger que le Burundi court suite à cet état de fait de la corruption, de malversations économiques et des

détournements du patrimoine commun à tous les burundais au profit d'un groupe réduit de mandataires, opérateurs économiques et cadres de l'Etat ;

2° prendre conscience que *les corrompus et détourneurs de fonds de l'Etat sont en train de constituer un Etat dans un autre Etat qu'est le Burundi et qu'ils sont en train de passer à la vitesse supérieure dans le pillage systématique des deniers publics et de s'assurer d'une impunité totale ;*

3° de traduire le discours politique en matière de lutte contre la corruption et les malversations économiques en actions dans le sens de la répression pénale et administrative réelle de tout responsable coupable de ces actes ignobles. *Il est grand temps de dépasser le stade de « BARIKO BARAVYIGA, TWASHIZEHO UMUGWI UVYIGA,...».*

B. Au Parlement de:

1° jouer réellement son rôle de contrôle de l'action gouvernementale par des enquêtes parlementaires rapides et dénuées de toute partialité;

2° n'assurer aucune couverture à l'impunité, sous aucun prétexte, à tout responsable de malversations diverses ou de corruption parce que ces actes coupables participent à la paupérisation de la population qui l'a élu ;

C. A la population de:

1° prendre conscience que la chose publique objet de ces malversations économiques constitue sa propriété qu'il faut à tout prix protéger contre ces prédateurs.

2° continuer à dénoncer, sans peur, ces voleurs de la République qui minent tout espoir de développement.

L'OUCOME quant à lui ne cèdera jamais à l'intimidation à laquelle se livre déjà depuis ses premières actions de dénonciation de malversations.

Source : www.olucome.bi

L'Observatoire ne tolérera jamais, quel que soit le prix, qu'une poignée d'individus s'accapare à elle seule de toute la richesse du pays acquise sur la sueur de toutes les forces vives de la Nation.

Fait à Bujumbura le 03/08/2007

Pour l'OLUCOME

Jean Bosco HABARUGIRA

Porte parole Adjoint